

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 23/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CRISTAL ECO VALO (Ex Novergie)

16 place de l'IRIS
92000 Nanterre

Code AIOT : 0006503198

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2023 dans l'établissement CRISTAL ECO VALO (Ex Novergie) implanté 2 RUE DE L'UNION 78420 Carrières-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est conduite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CRISTAL ECO VALO (Ex Novergie)
- 2 RUE DE L'UNION 78420 Carrières-sur-Seine
- Code AIOT : 0006503198
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) CRISTAL exploitée par la société CRISTAL ECO VALO procède à l'élimination par incinération des ordures ménagères et des déchets d'activités

d'entreprises de sa zone de chalandise.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Equipements sous pression ;
- Aire de réception des déchets ;
- Rejets atmosphériques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/01/2017, article 6	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/01/2017, article 6	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Clôture des aires de réception des déchets	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Condition de respect des valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 4.16	Lettre de suite préfectorale	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Analyse en continu du mercure	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2 - 2.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a permis de constater que le suivi des équipements sous pression (ESP) du site était correct bien que perfectible.

Si quelques échéances périodiques n'ont pas été respectées, la durée des dépassements reste relativement faible et découlerait, selon les déclarations de l'exploitant, de l'absence prolongée de la personne chargée du suivi en service des ESP. Cette déclaration met en exergue le besoin d'une

formalisation plus rigoureuse de la désignation du personnel d'exploitation des ESP et, éventuellement, de la désignation d'un adjoint, afin de pallier les vacances de postes trop importantes.

Les résultats de l'autosurveillance en continu des rejets atmosphériques ont montré des dépassements fréquents des valeurs limites journalières jusqu'au mois de juillet, que l'exploitant explique par un certain nombre de défaillances. Les travaux effectués en réponse semblent répondre correctement à cette situation, avec un seul dépassement entre les mois d'août et novembre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Personnel
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches. Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger. Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction. II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.
Constats : L'exploitant déclare faire dispenser au personnel concerné une formation à la conduite des équipements sous pression (ESP). Non-conformité n° 20231219-NC-1 : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'équipe d'inspection un document reconnaissant formellement l'aptitude du personnel chargé de l'exploitation des ESP à remplir cette tâche. L'exploitant doit produire ledit document sous 1 mois et prévoir de le renouveler selon une période qu'il doit définir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des ESP
Prescription contrôlée :

<p>[...]</p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'équipe d'inspection la liste de ses équipements sous pression (ESP) préalablement à l'inspection et en a présenté une version numérique à jour le jour de la visite.</p> <p>Non-conformité n° 20231219-NC-2 :</p> <p>L'équipe d'inspection constate que la liste des ESP de l'établissement ne mentionne pas de régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection) des équipements.</p> <p>L'exploitant doit sous un mois faire figurer cette information dans la liste de ses ESP.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Equipements sous pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/01/2017, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dossier d'exploitation - générateur de vapeur n° 40248</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;

[...]

Constats :

L'équipe d'inspection procède à un contrôle par échantillonnage des équipements sous pression (ESP) du site en sélectionnant dans la liste des ESP le générateur de vapeur de fabrication STEIN ENERGIE n° 40248, datant de 2006, présentant un volume de 46 485 litres et une PS de 29 bars. L'exploitant déclare faire procéder annuellement aux essais de sécurité par les soins de l'APAVE. Le rapport de contrôle du dernier essai indiqué dans le registre de l'équipement est absent du dossier, l'exploitant précise que l'organisme habilité n'a pas encore transmis ce document. L'équipe d'inspection constate la présence des précédents rapports de contrôle, ce qui tend à porter du crédit à la déclaration de l'exploitant.

Non-conformité n° 20231219-NC-3 :

Le dossier d'exploitation de l'ESP est incomplet : la déclaration de mise en service et le rapport de contrôle de mise en service du générateur de vapeur STEIN ENERGIE n° 40248 en sont absents. L'exploitant doit sous 2 mois fournir ces 2 documents à l'Inspection des installations classées.

La visite sur le terrain n'a pas permis de relever de non-conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/01/2017, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Dossier d'exploitation - récipient J-322

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres

opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection procède à un contrôle par échantillonnage des équipements sous pression (ESP) du site en sélectionnant dans la liste des ESP le récipient de fabrication ETS MASSAL n° J-322, datant de 1986, présentant un volume de 1 000 litres et une PS de 10 bars.</p> <p>Le dossier d'exploitation de l'équipement ne contient pas de document attestant du réglage et de la conformité de son accessoire de sécurité ni de la réalisation d'une inspection périodique (IP) avant le 26/08/2023, date limite jusqu'à laquelle l'IP précédente permet l'exploitation de l'équipement sans dépassement d'échéance périodique.</p> <p>La visite terrain n'a pas conduit à relever de non-conformité.</p> <p>Non-conformité n° 20231215-NC-3 : Le dossier d'exploitation du récipient de fabrication ETS MASSAL n° J-322 est incomplet : le document attestant de la conformité et du réglage de son accessoire de sécurité, l'état descriptif initial ou reconstitué de l'équipement, ainsi que le rapport d'inspection périodique justifiant d'une exploitation de l'équipement dans le respect du suivi en service auquel ce dernier est soumis sont manquants. L'exploitant doit sous 2 mois transmettre lesdits documents à l'Inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n° 20231215-NC-5 :</p>

<p>L'équipe d'inspection constate d'après la liste des équipements sous pression (ESP) fournie par l'exploitant que les équipements suivants sont exploités en dépassement d'une échéance périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Récipients de fabrication B&B numérotés 4592/13 et 4592/10 ; - Récipient de fabrication SIAP numéro 31816 ; - Récipient de fabrication ETS MASSAL numéro J-322 ; <p>L'exploitant doit régulariser sous 2 mois la situation de ces équipements soit en procédant à leur inspection périodique soit en les mettant hors service.</p> <p>Dans l'attente de ces régularisations, l'exploitant doit dans un délai maximum de 3 jours prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter au maximum les accès aux abords de ces équipements (pancartage, séance d'information, etc.).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Clôture des aires de réception des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] l'aire ou la fosse doit être close et devra être en dépression lors du fonctionnement des fours</p> <p>[...] Le déversement du contenu des camions doit se faire au moyen d'un dispositif qui isole le camion de l'extérieur pendant le déchargement ou par tout autre moyen conduisant à un résultat analogue.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les deux aires de déchargement sont équipées de portails dont la fermeture permet de les clôturer afin d'y maintenir une dépression lors du fonctionnement du four.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que tous les portails étaient maintenus ouverts. L'exploitant indique qu'ils ont été cassés à la suite de chocs avec des camions apportant des déchets, et qu'il a commandé de nouveaux portails dont le fonctionnement (détection des camions) devrait permettre de mieux éviter les chocs.</p> <p>Non-conformité n° 20231215-NC-6 :</p> <p>L'équipe d'inspection constate que l'aire de déchargement des déchets n'est pas fermée de manière à la maintenir en dépression et à isoler les camions de l'extérieur lorsque ceux-ci déchargent leur contenu.</p> <p>L'exploitant doit remédier à ce manquement sous 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Analyse en continu du mercure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2 - 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Paramètre : Hg</p>

Fréquence de surveillance : en continu
Constats : Il a été constaté un report des analyses en continu des deux lignes de la concentration en mercure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Condition de respect des valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2011, article 4.16
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Les valeurs limites de rejets sont considérées comme respectées si : - aucune des moyennes journalières ne dépasse les limites d'émission [...]
Constats : L'inspection s'est concentrée sur les résultats de l'autosurveillance en continu (janvier à novembre 2023) et le respect des valeurs limites journalières. 16 dépassements de valeurs limites journalières ont été mesurées pour la ligne 1 et 29 dépassements pour la ligne 2. Ce nombre important de dépassements est principalement explicable par des défaillances ou dysfonctionnement du système de traitement des fumées. En réponse, l'exploitant a réalisé plusieurs travaux sur le système de traitement de fumées, notamment : - adaptation des nouvelles grilles de combustion - démantèlement des atomiseurs (ancien équipement de traitement de fumées) - isolation thermique et remplacement des brûleurs de la SCR - réfection des réfractaires latéraux des fours À la suite de ces travaux, la situation est améliorée, avec 1 dépassement pour la période d'août à novembre, en comparaison avec 44 dépassements pour la période janvier à juillet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale